

Jean-Claude Mailly (FO) : « Il faut cibler les aides aux entreprises »

INTERVIEW

PROPOS RECUEILLIS PAR
GUILLAUME GUICHARD
@guillaume_gui
ET **MARC LANDRÉ** @marclandre

Jean-Claude Mailly est secrétaire général de FO depuis 2004.

LE FIGARO. - Manuel Valls veut maintenir le cap du pacte de responsabilité. A-t-il raison ?

Jean-Claude MAILLY. - Le problème, c'est que le gouvernement ne tient pas le bon cap ! Il a fait, depuis le début, deux mauvais choix très importants. D'abord, il a accepté sans condition le pacte budgétaire européen. Ensuite, il a lancé sans concertation le pacte de responsabilité. Alors maintenant, Manuel

« Il n'est pas interdit de recibler une politique qui ne produit pas de résultats »

Valls dit qu'il veut continuer les réformes, voire les accélérer... notamment celles sur le travail. Je n'ai pas d'avis a priori sur les résultats du travail engagé par Jean-Denis Combexelle. Mais je suis très critique sur sa lettre de mission, qui l'encourage à déréguler en favorisant les accords d'entreprises face aux accords nationaux.

Qu'attendez-vous de la future loi Macron 2 sur le numérique ?

Je ne sais pas non plus ce qui va en sortir. Va-t-on, là encore, vers de la dérégulation des contrats de travail, façon Amazon et son « turc mécanique », un humain qu'on fait passer pour un robot ? Il faut faire quelque chose quand on voit que des traducteurs bossent pour quelques centimes de dollars pour des commanditaires internationaux. Va-t-on supprimer le CDI, développer encore davantage l'autoentrepreneuriat ? Je me méfie car le gouvernement est dans un « trip libéral » duquel il ne veut pas sortir.

Le gouvernement a tout de même posé des contreparties aux aides aux entreprises...

Lesquelles ? Si on veut de vraies

contreparties, il faut cibler les aides. Par exemple, vers l'équipement numérique des usines, vers les entreprises aux prises avec la concurrence internationale, vers les PME qui en ont besoin. Or ce n'est pas du tout le cas. Ou alors il faut juste baisser le coût du travail pour augmenter les marges des entreprises, dans une logique du théorème de Helmut Schmidt.

Vous ne vous opposez donc pas aux 41 milliards de baisse de prélèvement aux entreprises ?

Non, mais il faut s'assurer que l'argent public est utilisé à bon escient. Certaines grandes entreprises, aux résultats confortables, auraient très bien pu se passer du pacte, alors que des PME qui ont des problèmes de carnet de commandes auraient besoin d'être davantage aidées. Et la réduction de 50 milliards d'euros de dépenses publiques, sur laquelle le pacte est adossé, a un effet récessif.

Changer de politique ne serait pas très efficace en termes de visibilité pour les chefs d'entreprise...

Au contraire, il n'est pas interdit de recibler une politique qui ne produit pas de résultats. C'est même souhaitable ! Quitte à se fâcher avec Bruxelles sur les déficits.

Que pensez-vous de l'annonce d'une baisse d'impôts dès 2016 ?

Le gouvernement suit sa logique libérale et politique à moins de deux ans de la présidentielle. Et ce n'est pas le bon chemin. La France a moins un problème de niveau d'impôt que d'acceptabilité de l'impôt. Les gens ont l'impression que l'effort est mal réparti, et c'est vrai. Il faudrait commencer par soumettre tout le monde à l'impôt sur le revenu, quitte à baisser d'autres contributions fiscales.

Les classes moyennes sont-elles trop ponctionnées ?

Oui. Car, du coup, ceux qui paient plus justifient leurs protestations par le fait que certains échappent à l'impôt, y compris par l'optimisation. Mais la baisse annoncée n'est pas la priorité, surtout qu'on ne sait pas comment elle sera financée. Il faut une vraie réforme fiscale, comme celle qu'avait envisagée Jean-Marc Ayrault.

Trouverez-vous un accord sur les retraites complémentaires ?

Si nous, syndicats et patronat, échouons à nous entendre, l'État reprendra la main. Serait-ce bénéfique pour les salariés et les retraités ? Pas sûr du tout ! L'État ne remettrait pas d'argent, ou privatiserait le système via la capitalisation. Après, les discussions sont difficiles. Nous n'accepterons pas les abattements de pensions que veut le Medef pour pousser les gens à retarder leur départ à la retraite. À quoi ça sert de repousser l'âge alors que de plus en plus de salariés seniors sont au chômage ?

Le patronat, lui, ne veut pas de hausse de cotisation. Comment allez-vous vous entendre ?

Mais nous ne la demandons pas pour 2017, cela peut être programmé pour plus tard. Par contre, nous ne sommes pas opposés à l'idée d'une fusion Agirc/Arcco, si cela ne pénalise pas les cotisants. On peut aussi regarder les questions de revalorisation.

« Le gouvernement suit sa logique libérale et politique »

Bref, vous proposez une réforme paramétrique, non structurelle. Dans deux ans, il faudra recommencer...

Oui, mais pendant ce temps-là le système existera et il faut prendre les bonnes décisions pour que la croissance reparte.

Viendra ensuite la renégociation de la convention d'assurance-chômage. Le gouvernement veut que vous réduisiez le déficit...

Si le gouvernement estime que c'est en faisant des économies sur le dos des chômeurs qu'on fera repartir la croissance... La dégressivité des allocations, par exemple, a été testée en 1993. Cela n'a pas relancé l'emploi et on a vite abandonné ce système. Par contre, cela ne me choque pas de renforcer le contrôle des demandeurs d'emploi dans une logique de

Les classes moyennes sont trop ponctionnées. Mais la baisse d'impôts annoncée n'est pas la priorité, surtout qu'on ne sait pas comment elle sera financée

droits et devoirs. Comme ça, certains seront surpris de voir qu'il n'y pas autant d'abus qu'on le dit.

Irez-vous à la grande conférence sociale organisée fin octobre ?

Rien n'est moins sûr. Pour quoi faire ? Nous ne sommes pas chargés de la politique de communication gouvernementale. ■